

[Texte]

From Scripture, Apostle Paul says that when one is free of one thing, one necessarily becomes a slave to something else, and all of us are slaves to something. Women who desire to be out in the work force, there should be a way made that they can, but we do not feel that should be imposed on those who wish to stay home and raise their children. Some of us choose to be a love slave to our children rather than a bond slave to them. It is an act of our will.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

Mr. de Jong.

Mr. de Jong: In the beginning of your presentation you suggest that government involvement will lead—that the whole notion of universal day care will lead to the fragmentation of the family. Is it not also true that the need and the demand for day care is because in our western industrialized capitalist society families have become fragmented; that the nature of work is such that people are required very often to move away from the traditional support groups of aunts, uncles, grandparents, and so forth; that an urban industrialized life is a fragmented life and in this vacuum is created the need for some collective action—and government is only collective action, people acting together to meet a collective need?

Ms Bailey: Yes, we do see a fragmentation already. I think our point is we do not want to see the government set up as a big daddy of this, the same as welfare or many of the other institutions that are there. We would like the government to support those parents who need support in the fragmentation that is there, but not take the place of those parents who are already fulfilling their own responsibilities in this area.

Mr. de Jong: I do not think anybody is suggesting that government replaces the parenting and imposes one program in one form on all families and all methods of child raising. I think what we are trying to find is some mix. Certainly the suggestion of supporting financially those particular families where the mother or the father wants to stay at home and be more directly involved in the raising of the children and the pre-schoolers on a day-to-day level, you have programs like that as well as programs that would allow easy accessibility to child care facilities, regardless of one's ability to pay. It is a mix, I think, that we are really working towards.

Dr. Chris Gerrard (Saskatchewan Association of Independent Church Schools): I would like to comment on that. If in fact the end result of this exercise is a government-run day care system parallel to privately-run day care systems, and if the government system is "free"—that is to say the users do not pay—then the natural consequence of that is that a lot of private day care simply disappears because one system

[Traduction]

D'après l'Apôtre Paul—dans les Ecritures saintes—nous ne nous libérons d'une chose que pour nous rendre esclave d'une autre; et d'une certaine manière nous sommes tous esclaves de quelque chose. Les femmes qui veulent sortir de chez-elles et travailler, devraient effectivement pouvoir le faire, mais nous ne pensons pas que cette solution doive être imposée à celles qui veulent rester à la maison pour y élever leurs enfants. C'est par amour que certains d'entre nous ont choisi d'être les esclaves de leurs enfants; ça n'est pas l'effet d'une fatalité, mais celui de notre libre arbitre.

Le vice-président: Merci beaucoup de cet exposé.

Monsieur de Jong.

M. de Jong: Au début de votre exposé vous semblez dire que l'intervention de l'Etat—et donc cette notion de service de garde garanti à tous—se soldera par un éclatement de la famille. N'est-il pourtant pas vrai que c'est en fait cet éclatement de la famille, auquel l'on assiste dans les sociétés capitalistes du monde occidental industrialisé, qui est à l'origine de cette demande de services de garderie? Vous savez bien que les gens sont très souvent obligés, pour leur travail, de se priver du soutien traditionnel des tantes, des oncles, des grands-parents etc. L'on assiste à une déstructuration du mode de vie dans les centres urbains industrialisés, et du vide qui en résulte nous vient ce besoin d'une action collective: n'est-ce pas précisément ce qu'est l'Etat, cette intervention collective, ce rassemblement de particuliers qui cherchent à satisfaire collectivement leurs besoins?

Mme Bailey: Nous assistons effectivement déjà à cet éclatement. Mais nous voulons éviter que l'Etat ne devienne encore le grand frère, comme dans le cas du Bien-être social, ou de certaines autres institutions existantes. Nous aimerions que l'Etat vienne au secours des parents qui en ont besoin, lorsqu'effectivement les familles sont désunies, sans prendre pour autant la place des parents qui assument pleinement leurs responsabilités.

M. de Jong: Je ne pense pas que qui que ce soit propose ici que l'Etat remplace les parents, ni qu'il impose un programme uniforme à toutes les familles, en même temps qu'un modèle standard d'éducation de l'enfant. Nous sommes précisément à la recherche d'une solution intermédiaire. C'est pour cela que nous nous intéressons à l'idée de venir en aide financièrement à ces familles dont le père ou la mère veut rester à domicile, pour s'occuper de façon permanente des enfants d'âge préscolaire; on peut songer à ce genre de programme, aussi bien qu'à un système qui permettrait à tous de trouver une place dans les garderies, si nécessaire, quels que soient leurs moyens financiers. C'est donc à une espèce de solution mixte que nous réfléchissons.

M. Chris Gerrard (Saskatchewan Association of Independent Church Schools): J'aurais quelque chose à dire là-dessus. Si cela aboutit à la création d'un réseau de garderies subventionnées par l'Etat, parallèlement à un système de garde d'enfants privé, et si les garderies de l'Etat sont «gratuites»—c'est-à-dire que cela ne coûte rien à l'utilisateur—il est inévitable que cela aboutisse à la disparition des gardes d'enfants